



AGENCE FRANCE  
ENTREPRENEUR



avec le concours de



---

# INDICE ENTREPRENEURIAL FRANÇAIS 2016

## Première enquête

---

Mesurer le dynamisme entrepreneurial de la France tel est l'objectif de l'enquête intitulée Indice entrepreneurial français réalisée par TMO pour l'AFE et avec le soutien de la Fondation MMA des Entrepreneurs du Futur et de Pôle emploi.

Par son approche novatrice, ce sondage place l'individu au cœur du dispositif. Ce baromètre réalisé auprès d'un échantillon de 1 703 personnes aborde deux composantes du dynamisme entrepreneurial des Français :

- L'indice entrepreneurial, autrement dit la part des Français qui sont ou en ont été dans une démarche entrepreneuriale (intention de créer, démarche de création, entrepreneurs en activité et anciens entrepreneurs).
- La culture entrepreneuriale des Français.

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont contribué, par leur expérience et leur expertise, à la réalisation de ce travail : Rina Marchand, directrice principale Contenus et innovation de la Fondation de l'entrepreneurship du Québec (organisme qui réalise l'indice entrepreneurial québécois depuis 2009 et dont est inspiré l'indice entrepreneurial français), Catherine Léger-Jarniou, maître de Conférences et chercheur en entrepreneuriat à l'Université Paris-Dauphine et Najoua Boufaden, enseignant chercheur en entrepreneuriat et innovation à l'Institut supérieur de gestion de Paris (ISG).

## 1- L'indice entrepreneurial français

L'indice entrepreneurial français s'élève à **32 % en 2016**. Autrement dit, 32 % de la population de plus de 18 ans résidant en France est ou a été à un moment de sa vie dans une **dynamique entrepreneuriale**. Cela permet d'estimer que 15 millions de Français sont concernés en 2016.

Les quatre éléments qui composent cet indice constituent la chaîne entrepreneuriale, ils sont non exclusifs l'un de l'autre (une même personne pouvant se trouver simultanément dans ces quatre situations) :

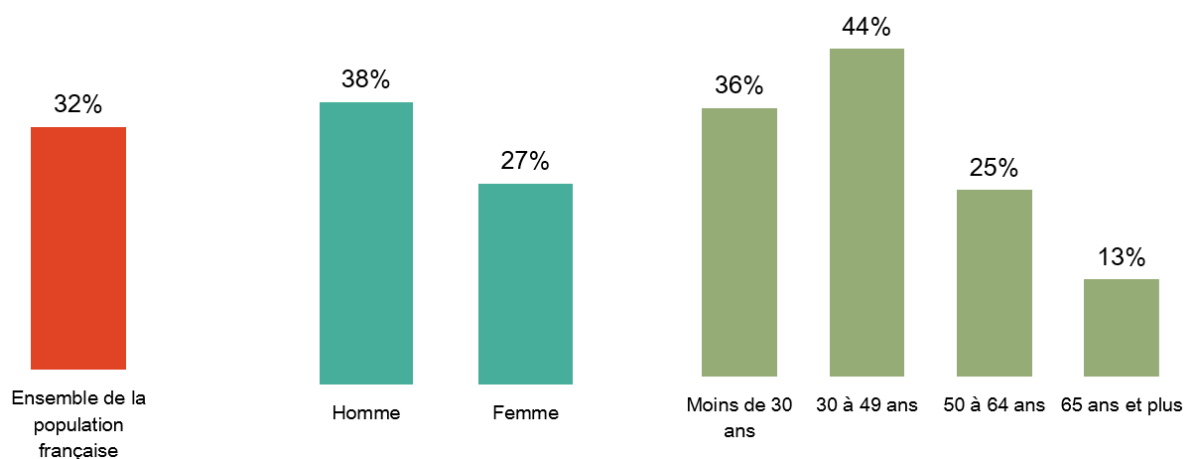
- **Les intentionnistes** : 21 % des Français de 18 ans et plus souhaitent créer ou reprendre une entreprise (environ 10 millions de personnes).
- **Les porteurs de projets** : 7 % ont engagé des démarches pour créer ou reprendre une entreprise (3,5 millions de personnes).
- **Les entrepreneurs** : 10 % dirigent une entreprise qu'ils ont créée ou y sont associés (environ 5 millions de Français de plus de

18 ans sont entrepreneurs, y compris les auto-entrepreneurs salariés par ailleurs).

- **Les fermetures** : 14 % ont créé/repris et dirigé une entreprise aujourd'hui fermée ou cédée (environ 7 millions de Français).

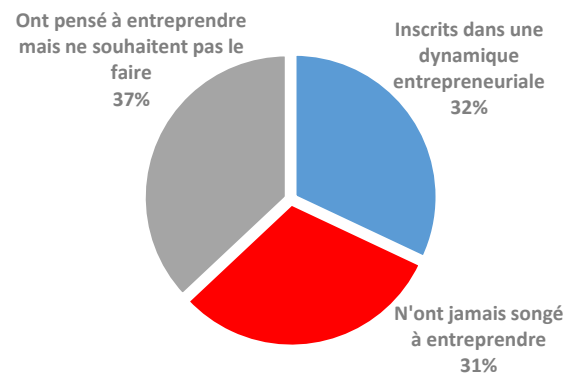
Le dynamisme entrepreneurial des Français est fortement dépendant de leur profil. Parmi les plus dynamiques, on retrouve les hommes (38 % contre 27 % des femmes), les diplômés de l'enseignement supérieur (42 % contre 29 % à 33 % pour les niveaux de formation inférieurs) et les salariés du privé (46 % contre 25 % pour les demandeurs d'emploi, 22 % pour les salariés du public et 18 % pour les inactifs).

Par ailleurs, les Français de moins de 50 ans sont davantage inscrits dans une dynamique entrepreneuriale que les générations antérieures (36 % pour les moins de 30 ans et 44 % pour les 30-49 ans, contre 25 % des 50-64 ans et 13 % des 65 ans et plus). Cette différence générationnelle se retrouve pour les intentionnistes et les chefs d'entreprises. Il est probable que ce soit le résultat d'une culture entrepreneuriale moins présente chez les seniors moins sensibilisés que les plus jeunes.

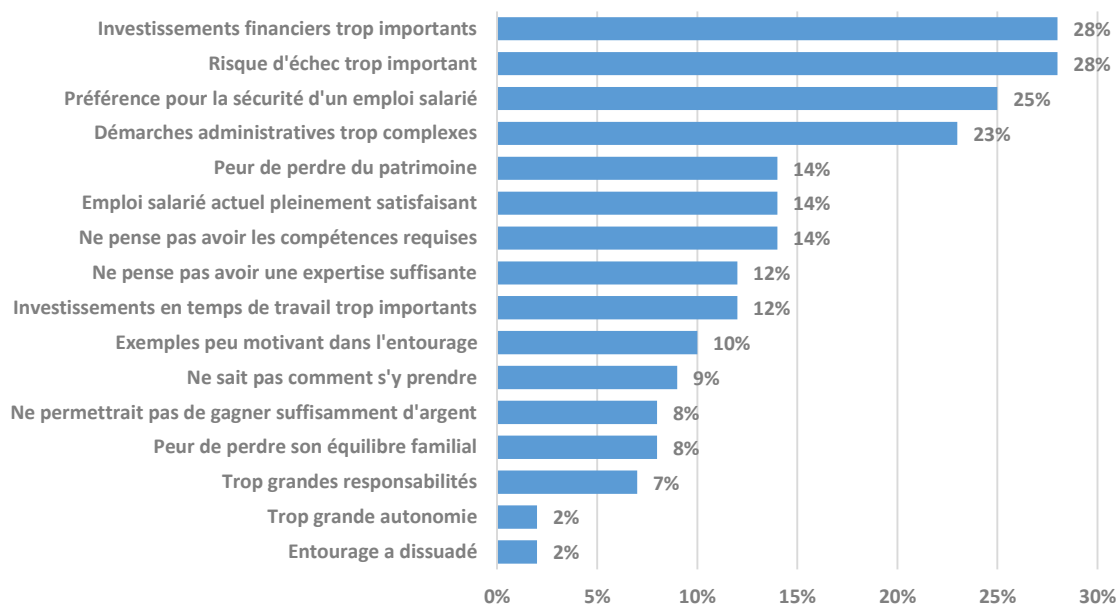


Graphique 1 : L'indice entrepreneurial français selon le genre et selon l'âge

68 % des Français sont donc hors dynamique entrepreneuriale. Si **31 % n'y ont jamais songé**, en revanche, **37 % y ont déjà pensé, mais sont retenus par des freins**. Ces derniers mettent principalement en avant les investissements financiers trop importants (28 %), le risque d'échec trop élevé (28 %), la préférence pour la sécurité d'un emploi salarié (25 %) et les démarches administratives jugées trop complexes (23 %).



*Graphique 2 : Répartition des Français selon leur implication dans une dynamique entrepreneuriale*



*Graphique 3 : Freins à la création d'entreprises pour les Français qui ont songé à entreprendre, mais ne souhaitent pas le faire*

## 2- Les quatre composantes de la chaîne entrepreneuriale

*Nota : En raison de leur proximité, les intentionnistes et des porteurs de projet sont observés ensemble.*

### 1 – Les intentionnistes et les porteurs de projets

Si 21 % des Français de 18 ans et plus déclarent vouloir créer ou reprendre leur entreprise (dont 7 % ont déjà entrepris des démarches l'année écoulée), 55 % sont affirmatifs sur le fait qu'ils ne souhaitent pas le faire et 21 % ne se prononcent pas sur ce sujet.

Par ailleurs, 20 % des Français qui portent un projet (autrement dit, qui ont entrepris des démarches pour créer une entreprise) affirment y avoir mis un terme.

Les porteurs de projets et les intentionnistes qui souhaitent se lancer dans l'aventure, déclarent essentiellement vouloir le faire dans les deux prochaines années (40 %, dont 20 % dans l'année qui vient) et 48 % ont la volonté d'entreprendre, mais n'ont pas arrêté de période. La probabilité que ces projets de création et reprise d'entreprise se concrétisent est d'autant plus élevée qu'une période de réalisation du projet est déjà envisagée et surtout que ce moment est proche (dans le temps) de leurs déclarations.

Ils sont autant à envisager une création ou une reprise solo (40 %) qu'une création ou une reprise avec des associés (39 %).

La création ex-nihilo d'une entreprise est la première forme d'entrepreneuriat envisagée (64 % des intentionnistes et porteurs de projets). La reprise d'une entreprise tente 24 % des intentionnistes dont 6 % pensent prendre la relève dans l'entreprise qui les emploie actuellement et 2 % pensent reprendre l'entreprise familiale.

Les projets de ces intentionnistes sont relativement ambitieux : 57 % souhaitent se développer à l'international et 76 % veulent introduire

des nouveautés ou des améliorations significatives sur leur marché, principalement en termes de biens et de services (61 %). Néanmoins, une minorité d'intentionnistes envisagent de développer fortement leur activité en termes d'emplois ou d'investissements (19 %), ils se placent davantage dans une logique d'assurer avant tout leur propre emploi, leur propre activité (70 %).

**Au total, ce sont 7 % des Français qui peuvent être qualifiés d'intentionnistes « à potentiel ».**

Beaucoup de ces porteurs de projets et intentionnistes n'ont pas forcément une idée bien arrêtée de certaines caractéristiques de leur future entreprise : 29 % ne savent pas s'ils se développeront à l'international, 12 % s'ils créeront ou reprendront une entreprise, 21 % s'ils seront seuls ou auront des associés, etc.

Selon le profil des personnes interrogées, l'intention d'entreprendre peut varier considérablement. Ainsi, les hommes sont davantage porteurs d'intention que les femmes (respectivement 25 % et 17 %).

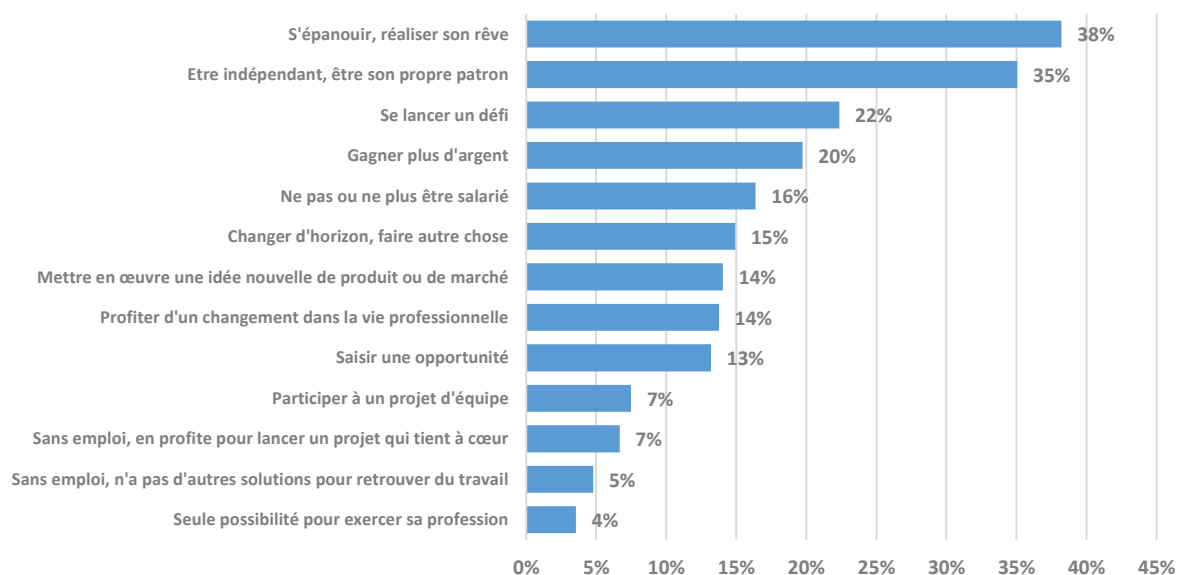
Alors que l'on pourrait s'attendre à un intérêt accru des demandeurs d'emploi pour la création/reprise d'entreprise, au regard de leur situation, il n'en est rien : 15 % des demandeurs d'emploi indemnisés et 18 % des demandeurs d'emploi non indemnisés ont l'intention de créer (contre 29 % des actifs occupés).

Pour finir, les jeunes de moins de 30 ans sont 32 % à avoir l'intention de créer une entreprise. C'est équivalent au pourcentage des 30 ans-49 ans. Ils se distinguent des plus âgés dont l'intention est plus faible (11 % des 50-64 ans et 1 % des 65 ans et plus). Ces derniers, retraités ou futurs retraités sont moins intéressés par la création. Il est également probable que la culture entrepreneuriale agisse sur cette différence, notamment pour les quinquagénaires. Notons que les jeunes générations comptent un plus grand nombre d'intentionnistes « à potentiel » : 14 % des Français de moins de 30 ans

sont dans cette situation contre 9 % des 30-49 ans et 3 % des 50-64 ans.

Les principales motivations avancées par les intentionnistes et les porteurs de projets concernent essentiellement un besoin de réalisation personnelle : s'épanouir, réaliser un rêve (38 %), être son propre patron, être indépendant (35 %), se lancer un défi (22 %). Viennent ensuite des motivations liées au gain d'argent

(20 %) et au besoin de changement professionnel : ne pas ou ne plus être salarié (16 %) et changer d'horizon, faire autre chose (15 %). Les motivations liées au fait de ne pas avoir d'emploi salarié arrivent en fin de liste (5 % à 7 %). Il faut probablement mettre cela en relation avec le peu de demandeurs d'emploi intéressés par la création d'entreprise



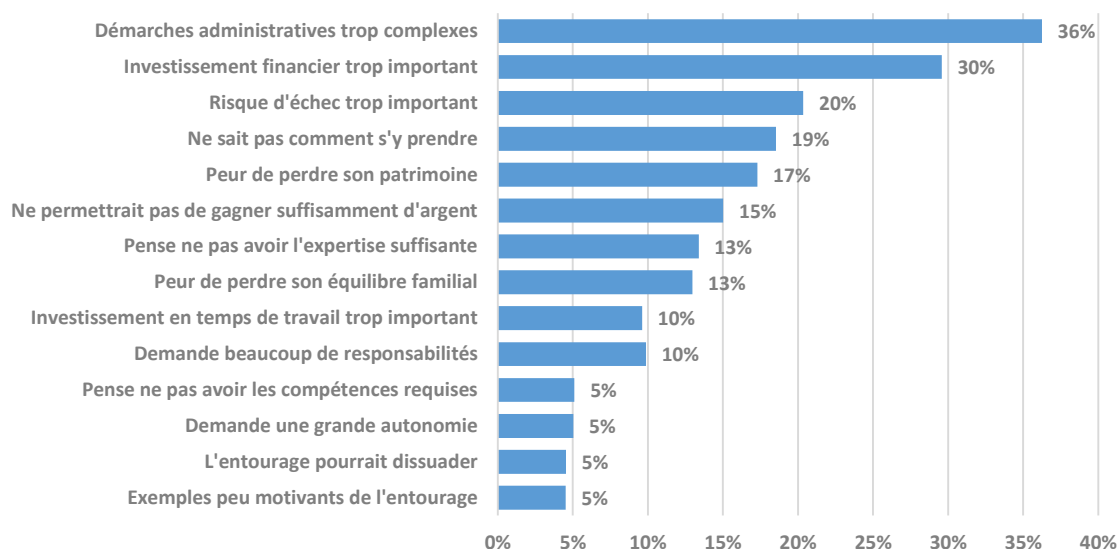
Graphique 4 : La motivation des intentionnistes pour créer leur entreprise

Le désir de création d'entreprise s'accompagne toutefois de craintes. Les porteurs de projet et les intentionnistes mettent essentiellement en avant la complexité des démarches administratives (36 %) et l'importance des investissements financiers (30 %).

Le risque d'échec trop important, la peur de ne pas avoir les compétences requises pour créer ou encore les exemples peu motivants de l'environnement sont moins fréquemment cités parmi

les craintes qu'ils ne le sont parmi les freins des Français ne souhaitant pas créer leur entreprise (cf. graphique 3)

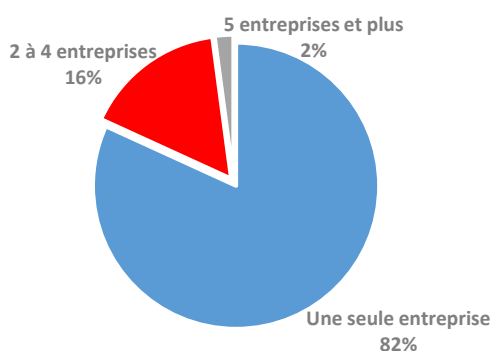
En revanche, certaines craintes sont plus souvent citées que les freins : la complexité des démarches administratives, ne pas savoir comment s'y prendre, le fait de ne pas gagner suffisamment d'argent ou encore la peur de perdre son équilibre familial.



Graphique 5 : Principales craintes pour leur projet

## 2 – Les chefs d'entreprise

10 % des Français sont chefs d'entreprise. La moitié d'entre eux dirigent l'entreprise, les autres sont des associés y travaillant. La majorité de ces entrepreneurs dirigent ou travaillent dans une seule entreprise (82 %) et 16 % partagent leur temps entre 2 et 4 entreprises.



Graphique 6 : Répartition des entrepreneurs selon le nombre d'entreprises qu'ils dirigent ou dans laquelle ils travaillent

L'entreprise (ou la dernière entreprise) des chefs d'entreprise est majoritairement issue d'une création ex nihilo (61 %). 39 % des dirigeants ont donc repris une entreprise, dont 14 % en prenant la relève dans l'entreprise qui les employait et 8 % en reprenant l'entreprise familiale.

Ces entreprises (ou dernières entreprises) sont majoritairement jeunes puisque 57 % ont

moins de 5 ans (dont 40 % ont entre 1 et 5 ans). Seulement 16 % sont âgées de plus de 10 ans. Les dirigeants emploient souvent des salariés dans leur entreprise (59 %). Leur structure compte, le plus souvent, de 1 à 4 salariés (33 % des dirigeants). Par ailleurs, 13 % emploient 10 salariés et plus.

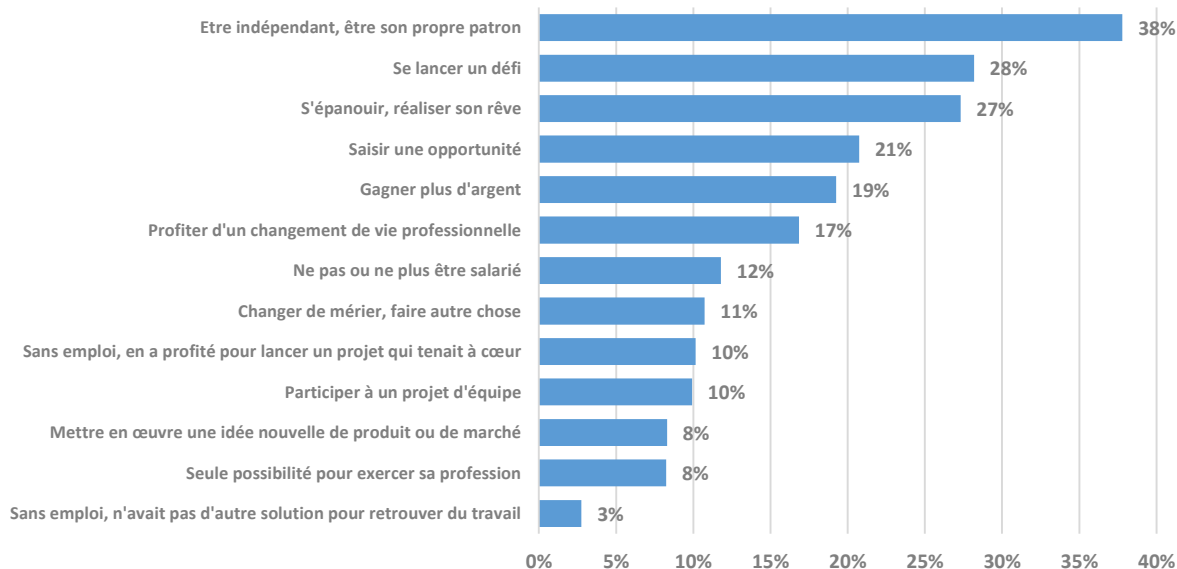
Depuis la création de leur entreprise, les dirigeants ont essentiellement œuvré pour créer leur propre emploi (68 %). Peu se sont finalement attachés à développer fortement leur structure en termes d'emploi (20 %) et d'investissements (12 %). Assurer son propre emploi est la principale motivation envisagée par les intentionnistes (70 %) et cela se concrétise donc une fois la création/reprise réalisée.

31 % des dirigeants déclarent avoir développé l'activité de leur entreprise à l'international. Les intentionnistes étaient plus nombreux dans cette situation (57 %). Dans ce domaine, toutes les ambitions ne se concrétiseraient donc pas. Une majorité des chefs d'entreprises affirment avoir apporté des nouveautés sur leur marché (78 %), principalement par l'introduction ou l'amélioration significative de produits ou de services (69 %).

Près de trois quarts des chefs d'entreprise exercent leur métier depuis moins de 10 ans, dont 42 % l'exercent depuis moins de 5 ans.

Dans la population française, les femmes comptent moins de chefs d'entreprise (8 % contre 12 % des hommes), ainsi que les créateurs les plus âgés : 7 % des 50-64 ans et 2 % des 65 ans et plus (contre 11 % des moins de 30 ans et 15 % des 30-49 ans).

Les motivations à la création/reprise d'entreprises les plus fréquemment mises en avant par les chefs d'entreprise sont le désir d'être indépendant, d'être son propre patron (38 %), de se lancer des défis (28 %) et s'épanouir, réaliser un rêve (27 %).



Graphique 7 : La motivation des chefs d'entreprise pour créer ou reprendre leur entreprise

Pour les chefs d'entreprises, les motivations à la création sont sensiblement différentes de celles des porteurs de projet et des intentionnistes. Les intentionnistes sont davantage dans la réalisation de soi et le changement de vie professionnelle : 38 % créent pour s'épanouir, réaliser leur rêve (contre 27 % des chefs d'entreprises), 16 % déclarent ne plus vouloir être salariés (contre 12 %) et 15 % veulent changer de métier (contre 11 %).

Les chefs d'entreprise, quant à eux, ont davantage été motivés par une opportunité (21 % contre 13 % des porteurs de projets et des intentionnistes), par se lancer un défi (28 % contre 22 %) et par le fait que la création est le seul moyen d'exercer leur profession (8 % contre 4 %).

Les entrepreneurs ont plutôt une vision optimiste de l'avenir de leur entreprise : 53 % déclarent avoir pour objectif de développer leur

activité. Peu envisagent d'avoir à redresser une situation difficile (16 %) et ils sont encore moins nombreux à envisager la cessation de leur activité (3 %).

Pour finir, 44 % de ces dirigeants affirment vouloir créer ou reprendre une autre entreprise un jour. On retrouve là des entrepreneurs "multi-récidivistes".

### 3 – Les anciens chefs d'entreprise

14 % des Français déclarent avoir déjà fermé ou cessé l'activité d'une entreprise dont ils étaient propriétaires et qu'ils géraient ou cogéraient. Le plus souvent, ils ont personnellement mis un terme à l'activité de cette entreprise (44 % des anciens chefs d'entreprise). Toutefois, 28 % affirment l'avoir vendue, cédée, transmise, léguée et 28 % déclarent la mise en liquidation judiciaire de leur ancienne structure.

Le plus souvent, ces entreprises étaient de petite taille : 76 % comptaient moins de 5 salariés, dont 37 % aucun.

Pour la majorité de ces anciens chefs d'entreprise, la cessation de l'activité date d'au moins 5 ans (73 %, dont 37 % affirment que l'entreprise a cessé son activité depuis au moins 10 ans).

Par ailleurs, ces anciens dirigeants ont essentiellement une expérience professionnelle entrepreneuriale d'au moins 5 ans (48 % d'entre

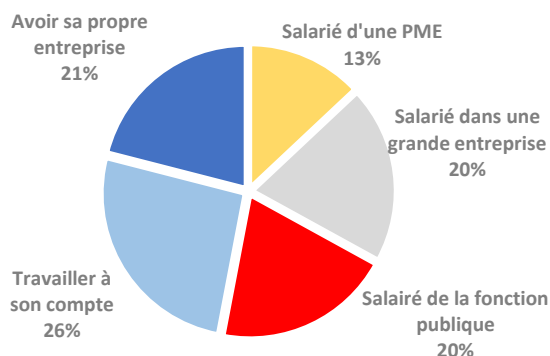
eux). 22 % déclarent même avoir exercé ce métier durant au moins 10 ans.

La fermeture d'une entreprise n'est pas synonyme de fin de l'entrepreneuriat. Beaucoup de ces anciens chefs d'entreprises se retrouvent de nouveau dans une dynamique entrepreneuriale : 47 % sont de nouveau porteurs d'une intention (dont 28 % ont même engagé des démarches) et 27 % sont encore chef d'entreprise dirigeant ou associé. Globalement, 56 % de ces anciens entrepreneurs sont aujourd'hui inscrits dans une démarche entrepreneuriale.



### 3- Culture entrepreneuriale

L'entrepreneuriat comme carrière professionnelle est perçu comme intéressant pour 47 % des Français. Ainsi, 53 % des Français trouvent le salariat plus intéressant et notamment dans de grandes structures du secteur privé (20 %) ou encore dans la fonction publique (20 %).



Graphique 8 : Le choix de carrière le plus intéressant selon les Français

Si la plupart des Français se situant dans une dynamique entrepreneuriale placent l'entrepreneuriat comme choix de carrière le plus intéressant (55 %), ceux ne se trouvant pas dans cette dynamique voient dans le salariat (privé ou public) un plus grand intérêt (58 %). Néanmoins, 42 % d'entre eux pensent que travailler

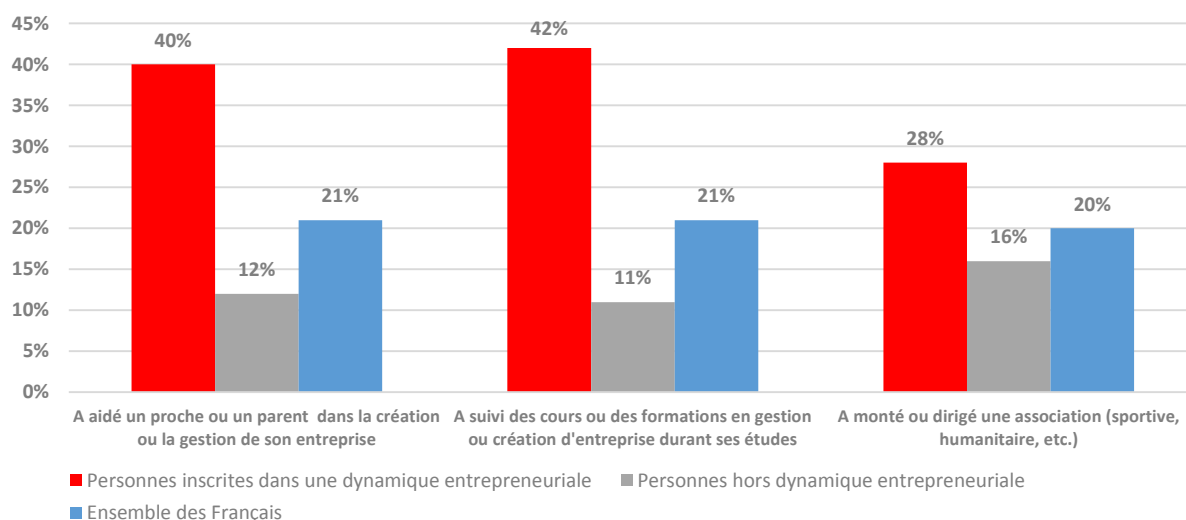
à son compte ou avoir sa propre entreprise sont des choix de carrière plus intéressants.

Notons que les actifs salariés, qu'ils soient du privé ou du public, considèrent moins souvent l'entrepreneuriat comme une option de carrière intéressante (respectivement 40 et 39 %) que les demandeurs d'emploi (46 % des demandeurs d'emploi indemnisés et 49 % de ceux qui ne le sont pas).

42 % des Français ont eu une expérience à caractère entrepreneurial (en dehors de la création/reprise d'entreprise) durant leur vie. Cette expérience a pu consister à :

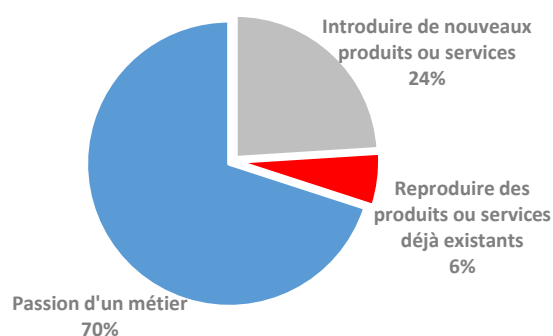
- aider un proche ou un parent dans la création et la gestion de son entreprise (21 %),
- suivre un cours ou une formation à la gestion ou à la création d'entreprise durant leurs études (20 %),
- monter ou diriger une association (20 %).

Les Français inscrits dans une dynamique entrepreneuriale sont plus nombreux à avoir eu une expérience à caractère entrepreneurial que les personnes ne s'y trouvant pas (respectivement 68 % et 30 %).



Graphique 9 : Expérience à caractère entrepreneurial des Français selon l'inscription ou non dans une dynamique entrepreneuriale

Aux yeux des Français, la création d'entreprise doit avant tout être induite par la passion d'un métier (70 %). Par ailleurs, pour 24 % de la population française, cela passe par l'introduction de nouveaux produits ou services sur le marché.



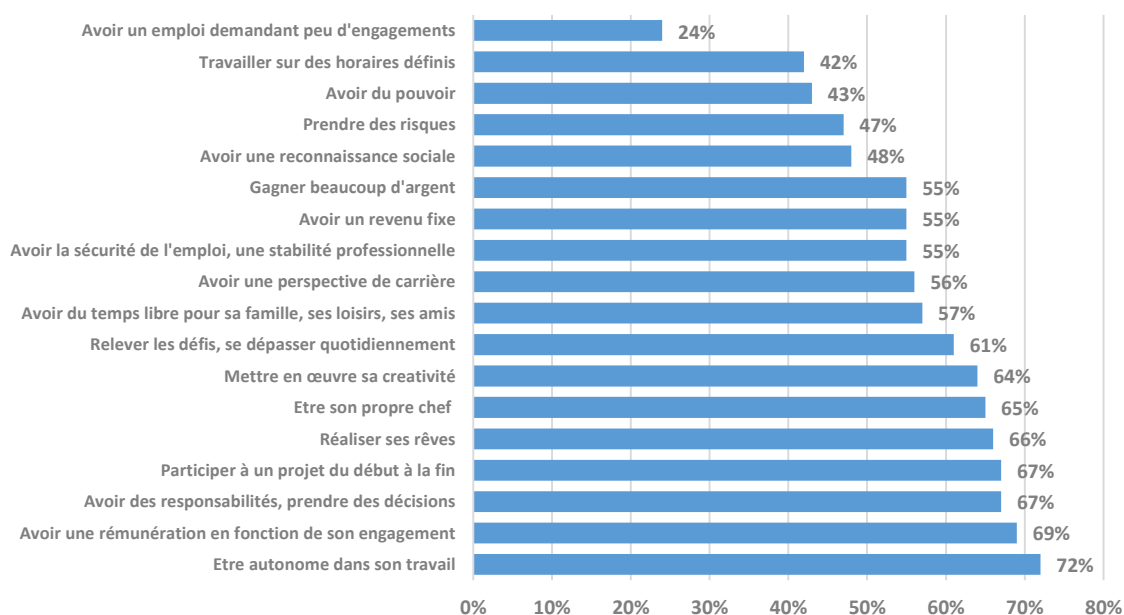
Graphique 10 : Raisons qui doivent amener une personne à la création selon les Français

Cette vision de la passion de son métier indispensable pour créer est autant présente pour

les Français inscrits dans une dynamique entrepreneuriale (68 %) que pour ceux ne l'étant pas (71 %).

Par ailleurs, les intentionnistes sont plus nombreux que les chefs d'entreprises à envisager la création avant tout pour introduire de nouveaux produits ou services (respectivement 26 % contre 18 %). Cette vision est également plus présente chez les Français ne souhaitant pas créer bien qu'y ayant déjà songé (28 % contre 18 % de ceux n'ayant jamais songé à créer).

Pour les Français, les valeurs les plus essentielles à la pratique du métier de chef d'entreprise sont l'autonomie dans le travail (72 % d'entre eux estiment que c'est un critère essentiel), avoir une rémunération en fonction de ses engagements (69 %), avoir des responsabilités (67 %) et participer à un projet du début à la fin (67 %). Néanmoins, ces quatre valeurs sont très proches des suivantes.



Graphique 11 : Importance des valeurs professionnelles des chefs d'entreprise selon les Français

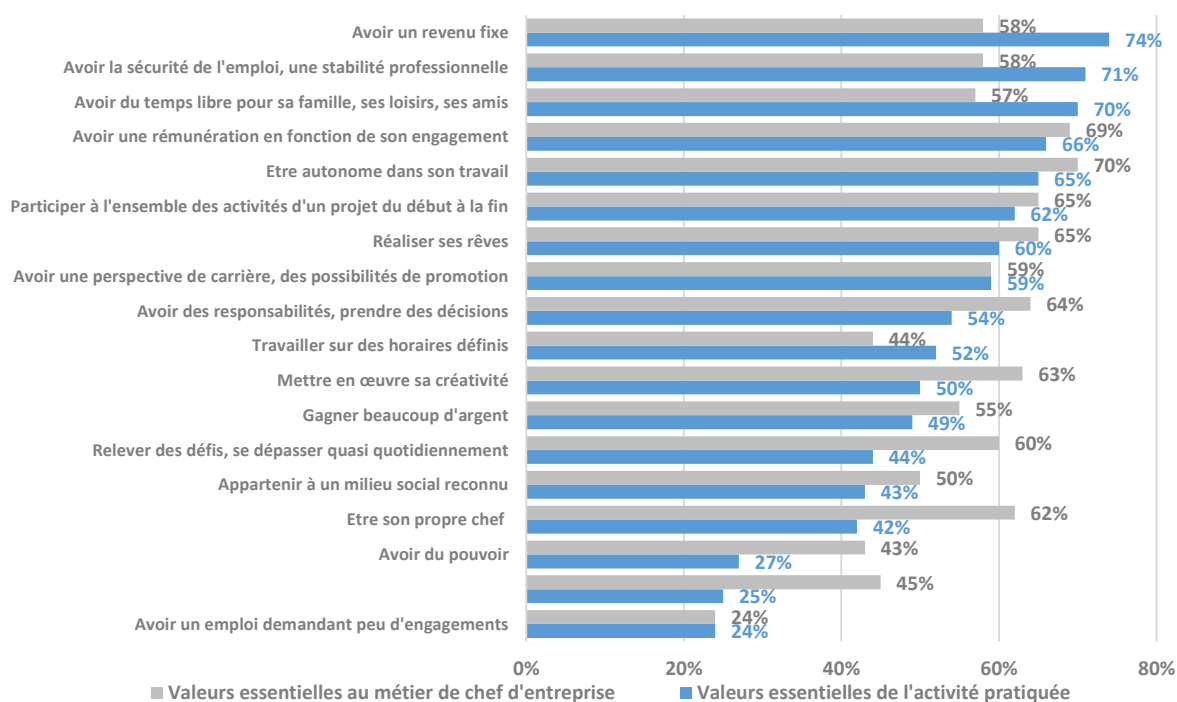
Les Français hors dynamique entrepreneuriale mettent le plus souvent en avant les valeurs liées à l'emploi et aux revenus : avoir des perspectives de carrières, des possibilités de promotion (59 % contre 46 % des Français se plaçant dans une dynamique entrepreneuriale), avoir une sécurité de l'emploi, une stabilité

professionnelle (58 % contre 47 %), avoir un revenu fixe (58 % contre 45 %), gagner beaucoup d'argent (55 % contre 48 %), appartenir à un milieu social reconnu (50 % contre 42 %) et travailler sur des horaires définis (44 % contre 34 %).

En revanche, les Français se trouvant dans une dynamique entrepreneuriale valorisent davantage le fait d'avoir des responsabilités, de prendre des décisions (72 % contre 64 %), d'être son propre chef (72 % contre 62 %), de participer à un projet du début à la fin (71 % contre 65 %), de mettre en œuvre sa créativité (68 % contre

63 %) et de prendre des risques (51 % contre 45 %).

Néanmoins, il est important de préciser que les six premières valeurs essentielles à la pratique d'un métier sont les mêmes pour les Français inscrits dans une dynamique entrepreneuriale et ceux en dehors d'une telle dynamique.



Graphique 12 : Importance des valeurs professionnelles des chefs d'entreprise et de leur activité pour les Français qui n'ont jamais été inscrits dans une démarche entrepreneuriale

Parmi les valeurs essentielles à la pratique de leur activité professionnelle, les Français qui ne sont pas inscrits dans une démarche entrepreneuriale citent principalement le fait d'avoir un revenu fixe (74 %), d'avoir la sécurité de l'emploi, une stabilité professionnelle (71 %) et d'avoir du temps libre pour sa famille, ses loisirs, ses amis... (70 %). Ces trois valeurs et le fait de travailler sur des horaires définis sont plus fréquemment cités comme valeurs essentielles à la pratique de leur activité que comme valeurs essentielles pour le métier de chef d'entreprise.

Par ailleurs, les Français en dehors de la chaîne entrepreneuriale mettent en avant quatre valeurs comme étant essentielles à la pratique du métier de chef d'entreprise : être autonome dans son travail (70 %), avoir une rémunération

en fonction de son engagement (69 %), participer à l'ensemble des activités d'un projet du début à la fin (65 %) et travailler sur des horaires définis (65 %). La majorité des Français hors chaîne entrepreneuriale qui citent ces valeurs estiment qu'elles sont autant essentielles voire plus que celles de leur métier actuel (68 % à 73 %). Ainsi, ces dirigeants qui ne sont pas inscrits dans la chaîne entrepreneuriale estiment fréquemment que les valeurs qu'ils jugent essentielles pour les chefs d'entreprises sont au moins aussi essentielles à la pratique de leur métier (même si ce ne sont pas les premières citées).

D'autres valeurs relevant de l'activité actuelle revêtent moins d'importance que lorsqu'elles

sont liées à la pratique du métier de chef d'entreprise : être son propre chef, prendre des risques, avoir du pouvoir, mettre en œuvre sa créativité, relever des défis, se dépasser quasi quotidiennement et avoir des responsabilités, prendre des décisions.

Au regard de l'ensemble des résultats concernant la culture entrepreneuriale, on peut dire que les Français ont globalement une perception positive de l'entrepreneuriat et des valeurs liées à la pratique du métier de chef d'entreprise. Ce constat concerne à la fois les Français inscrits dans une dynamique entrepreneuriale et ceux qui n'y sont pas inscrits.

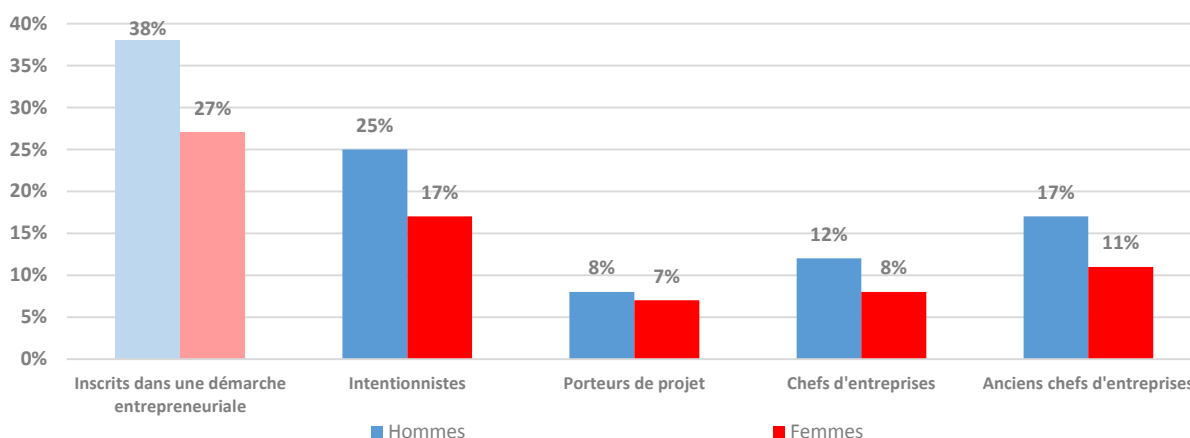
## 4- Zoom sur trois profils de Français

*Selon le profil des personnes interrogées, certaines spécificités se dégagent. Ce paragraphe vise à les présenter.*

### 1 – Les femmes

Les femmes montrent moins d'intérêt pour l'entrepreneuriat que les hommes. Elles sont ou ont été moins souvent inscrites dans une démarche entrepreneuriale (27 % contre 38 %). Cette différence homme/femme se retrouve pour les intentionnistes, les chefs d'entreprises et les anciens chefs d'entreprise.

Il est probable que cela soit directement lié au fait qu'elles déclarent moins souvent avoir eu une expérience à caractère entrepreneurial (36 % contre 48 % des hommes), qu'elles aient suivi des cours ou formations portant sur la gestion ou la création d'entreprises durant leurs études (16 % contre 27 % des hommes) ou qu'elles aient monté et géré une association de loisirs, humanitaires, etc. (16 % contre 26 %). En revanche, elles ont aidé un proche à gérer ou créer son entreprise aussi fréquemment que les hommes.



Graphique 13 : Part des Français inscrits dans une démarche entrepreneuriale selon le genre

73 % des femmes ne sont pas et n'ont jamais été inscrites dans une démarche entrepreneuriale. Les principaux freins qu'elles avancent sont les mêmes que ceux des hommes et dans des proportions relativement proches. La seule différence importante est leur sentiment de ne pas avoir les compétences pour être chef d'entreprise que 12 % mettent en avant (contre 5 % des hommes).

Par ailleurs, 35 % des femmes n'ont jamais été en situation entrepreneuriale et n'ont même jamais pensé à créer ou reprendre une entreprise. C'est plus fréquent que chez les hommes (28 %).

Alors que les femmes qui ne se sont jamais trouvées dans une démarche entrepreneuriale se sont vu moins souvent conseiller que les hommes de créer une entreprise (12 % contre 20 % des hommes), en revanche, celles qui y ont été inscrites à un moment de leur vie sont plus nombreuses à affirmer avoir reçu un tel conseil (60 % contre 51 %).

Les projets féminins sont un peu moins ambitieux que ceux des hommes. Les cheffes d'entreprise ont davantage créé pour assurer avant tout leur propre emploi (72 % contre 65 % des hommes), elles sont moins nombreuses à employer des salariés (50 % contre 35 %) et elles déclarent moins fréquemment avoir introduit

de nouveautés sur leur marché ou y avoir apporté des modifications significatives (68 % contre 86 %). Par ailleurs, les femmes intentionnistes se projettent moins souvent dans un projet de développement à l'international (10 % contre 18 % des hommes).

Chez les intentionnistes comme chez les chefs d'entreprises, le désir d'être indépendant est plus fréquemment cité comme motivation à la création par les femmes (respectivement 43 % et 41 %) que par les hommes (respectivement 34 % et 31 %). En revanche, le fait de se lancer un défi est moins souvent cité par les femmes (24 % des cheffes d'entreprise et 19 % des intentionnistes) que par les hommes (respectivement 31 % et 25 %).

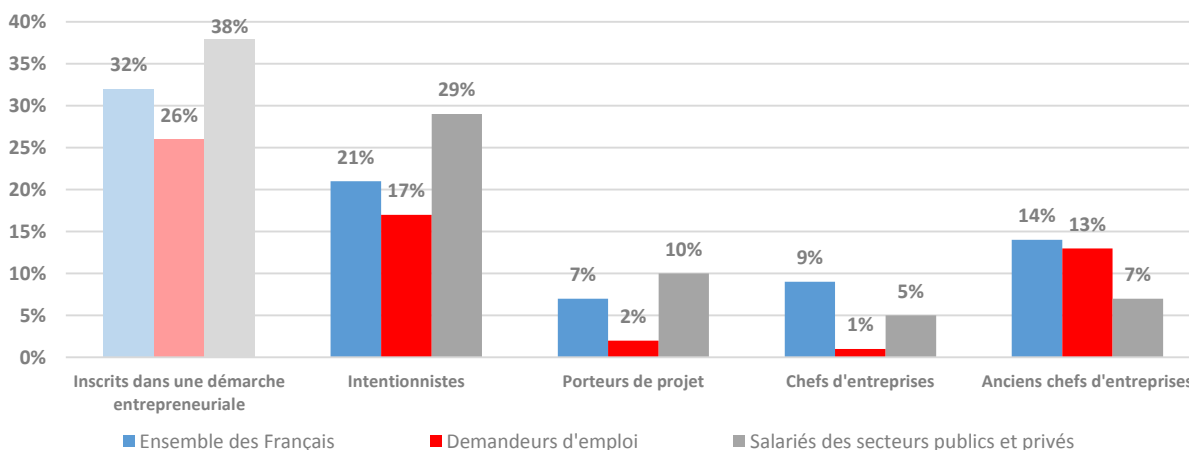
Les notions d'épanouissement et de passion ressortent davantage chez les femmes. Elles mettent plus fréquemment en avant la notion d'épanouissement pour expliquer la motivation de leur intention de créer (46 % contre 32 % des hommes) et les femmes hors dynamique entrepreneuriale estiment plus souvent que la création d'entreprise doit se faire par la passion d'un métier (75 % contre 65 % des hommes).

Parmi les craintes vis-à-vis de la création citées par les femmes intentionnistes, certaines en lien avec l'argent ressortent plus fréquemment que chez les hommes : la crainte que la création ne permette pas de gagner assez d'argent (23 % contre 9 %) ou encore la peur de perdre leur patrimoine (23 % contre 13 %). Elles mettent également plus souvent en avant le risque d'échec qu'elles jugent trop important (24 % contre 18 %).

Si les femmes craignent plus fréquemment pour leur patrimoine et des revenus insuffisants, la création n'en est pas pour autant principalement motivée par le fait de gagner plus d'argent, qu'elles aient créé (8 %) et qu'elles en aient l'intention (17 %). De plus, elles mettent moins fréquemment en avant cette motivation que les hommes (respectivement 15 % et 22 %).

## 2 – Les demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi sont moins inscrits dans une dynamique entrepreneuriale que l'ensemble des Français (26 % contre 32 %). Quel que soit l'élément de la chaîne entrepreneuriale, ils sont moins fréquemment concernés.



Graphique 14 : Part des Français et des demandeurs d'emploi inscrits dans une démarche entrepreneuriale

Alors qu'on pourrait s'attendre à ce que leur situation soit incitatrice de création, les demandeurs d'emploi sont moins nombreux que les

salariés à avoir entamé des démarches entrepreneuriales (2 % contre 10 %) ou à envisager de créer une entreprise (17 % contre 29 %).

S'ils sont globalement moins intéressés par la création d'entreprise, ce n'est pas faute d'y avoir songé. En effet, seulement 18 % d'entre eux n'ont jamais été dans une démarche entrepreneuriale et n'y ont jamais songé. Cette proportion, inférieure à celle de l'ensemble des Français (31 %), est identique à celle observée pour les salariés (18 %).

Parmi les freins plus fréquemment mis en avant par les demandeurs d'emploi se trouvent ceux liés à l'argent : la crainte d'investissements trop importants (13 % contre 8 % pour les salariés) ou encore de ne pas gagner assez d'argent (11 % contre 5 %). Ils mettent également plus fréquemment des points liés à leur professionnalisme : la crainte de ne pas avoir les compétences nécessaires (13 % contre 8 % pour les salariés) et le fait de ne pas savoir comment s'y prendre (12 % contre 5 %). Pour finir, ils citent également davantage les exemples peu motivants de leur entourage (15 % contre 5 %).

Les demandeurs d'emploi indemnisés sont plus nombreux à ne pas être inscrits dans une dynamique entrepreneuriale et à ne jamais avoir songé à créer (25 %) que les demandeurs d'emploi indemnisés (10 %). La situation économiquement plus compliquée de ces derniers les a probablement amenés à se pencher davantage sur la question, sans pour autant qu'ils soient beaucoup plus nombreux à l'envisager (18 % d'entre eux sont porteurs d'une intention contre 15 % des demandeurs d'emploi indemnisés).

34 % des demandeurs d'emploi se sont vu conseiller de créer leur entreprise, dont 9 % par leur conseiller de Pôle emploi. La part globale des personnes conseillées par une tierce personne de se lancer dans l'entrepreneuriat est plus importante parmi les demandeurs d'emploi que pour l'ensemble des Français (34 % contre 28 %).

La situation professionnelle des demandeurs d'emploi a un impact important sur leurs motivations : 32 % affirment qu'ils n'ont pas d'autre

solution pour retrouver un travail, 11 % qu'ils en profitent pour lancer un projet qui leur tient à cœur et 7 % qu'ils profitent d'une rupture professionnelle pour se lancer dans l'entrepreneuriat.

Par ailleurs, ils expliquent plus fréquemment leurs motivations par le désir d'être indépendant (47 % contre 35 % pour l'ensemble des Français), le désir de gagner plus d'argent (25 % contre 20 %), de ne pas ou ne plus être salarié (23 % contre 16 %) ou encore pour l'envie de mettre en œuvre une idée nouvelle de produit ou de marché (23 % contre 14 %). Ce dernier point est confirmé par le fait que les projets des intentionnistes sont plus souvent envisagés avec une introduction de nouveaux produits ou services (77 % contre 61 %).

En revanche, ils mettent moins souvent en avant l'envie de changer d'horizon (5 % contre 15 %), le fait de s'épanouir, de réaliser un rêve (33 % contre 38 %) et de se lancer un défi (11 % contre 22 %). **Pour résumer, leur situation professionnelle impacte fortement leurs motivations de création/reprise d'entreprises qui se ferait plus fréquemment par besoin, par nécessité et qui s'attacherait moins souvent à répondre à leur épanouissement, leur désir profond. D'ailleurs, cette même situation engendre certains freins.** Les demandeurs d'emploi sont moins retenus dans leurs réflexions par la pleine satisfaction d'un emploi salarié (4 % contre 9 %) ou encore la préférence pour la sécurité de l'emploi (17 % contre 27 % des salariés).

Les demandeurs d'emploi intentionnistes sont plus fréquemment indécis quant à leur projet : ils sont plus nombreux à ne pas savoir quel type d'entreprise créer, s'ils se développeront à l'international, quand ils lanceront leur projet, ni si leur projet se fera avec des associés.

Par ailleurs, ils affirment plus fréquemment que le principal objectif de la création de leur future entreprise sera d'assurer avant tout leur propre emploi (90 % contre 70 %). Les autres Français se placent donc plus fréquemment dans un objectif de fort développement de

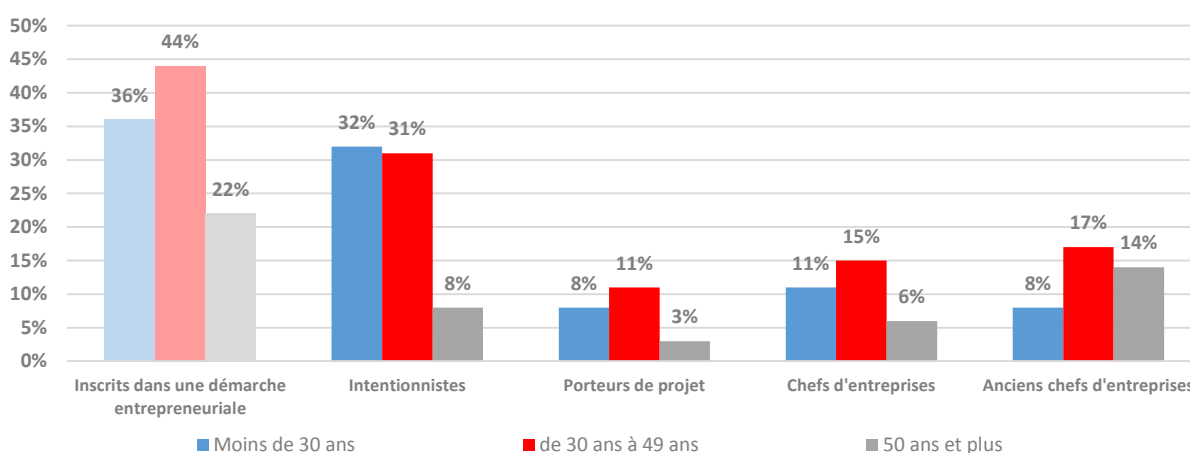
l'emploi et des investissements (30 % contre 10 %).

### 3 – Les jeunes de moins de 30 ans

La majorité des Français de moins de 30 ans estiment que l'entrepreneuriat est le choix de carrière le plus intéressant. Ils sont plus nombreux dans ce cas que les générations antérieures (52 % contre 45 %).

36 % des Français de moins de 30 ans se sont inscrits dans une démarche entrepreneuriale à un moment de leur vie, que ce soit par l'intention de créer (32 %), par la mise en place de démarches de création d'entreprise (8 %), par le fait d'être chef d'entreprise (11 %) ou d'avoir déjà été chef d'entreprise (8 %).

Ces jeunes générations sont davantage inscrites dans la chaîne entrepreneuriale que les quinquagénaires et plus (22 %), mais ils le sont moins que les 30-49 ans (44 %).



Graphique 15 : Part des Français inscrits dans une démarche entrepreneuriale selon leur âge

L'analyse de ces différences générationnelles en matière de dynamisme entrepreneurial est complexe. Les jeunes générations, qui comportent encore des étudiants, ont eu une probabilité (au regard de leur âge) moins importante d'être confrontées à l'entrepreneuriat, ce qui explique la part moins importante de jeunes de moins de 30 ans impliqués dans des démarches ou dans une création/reprise d'entreprise au regard des 30-49 ans. Néanmoins, l'intention de créer est équivalente pour ces deux catégories de Français.

63 % des jeunes Français ne sont pas inscrits dans une dynamique entrepreneuriale, dont 35 % ne souhaitent donc pas créer. Ils mettent davantage en avant que leurs aînés les freins liés à leurs connaissances/compétences : ils pensent ne pas avoir les compétences (15 % contre 7 %), ne pas avoir l'expertise suffisante

(13 % contre 7 %) et déclarent ne pas savoir comment s'y prendre (15 % contre 3 %).

En revanche, ils citent moins fréquemment le fait d'avoir un emploi salarié pleinement satisfaisant (4 % contre 10 %) et d'avoir des exemples peu motivants d'entrepreneurs autour d'eux (1 % contre 6 %).

Par ailleurs, 29 % des Français de moins de 30 ans qui ne sont pas inscrits dans une dynamique entrepreneuriale n'ont même jamais songé à créer leur entreprise. C'est bien plus important que les 30-49 ans (16 %), mais bien moins que les 50 ans et plus (44 %).

Par certains points, les jeunes générations porteuses d'une intention de créer ont des projets plus ambitieux que leurs aînés : 44 % affirment vouloir développer fortement leur activité en termes d'emploi (24 % contre 17 % des 30 ans et plus) et d'investissements (20 % contre 7 %),



48 % envisagent de créer ou reprendre une entreprise avec des associés (contre 35 %) et 82 % déclarent vouloir apporter de l'innovation sur leur marché (contre 73 %), principalement en termes de marketing (40 % contre 27 %) et d'organisation RH, management, partenariats, etc. (29 % contre 24 %). Ces innovations souhaitées par les jeunes générations vont probablement dans le sens des valeurs qu'elles veulent voir porter par les entreprises.

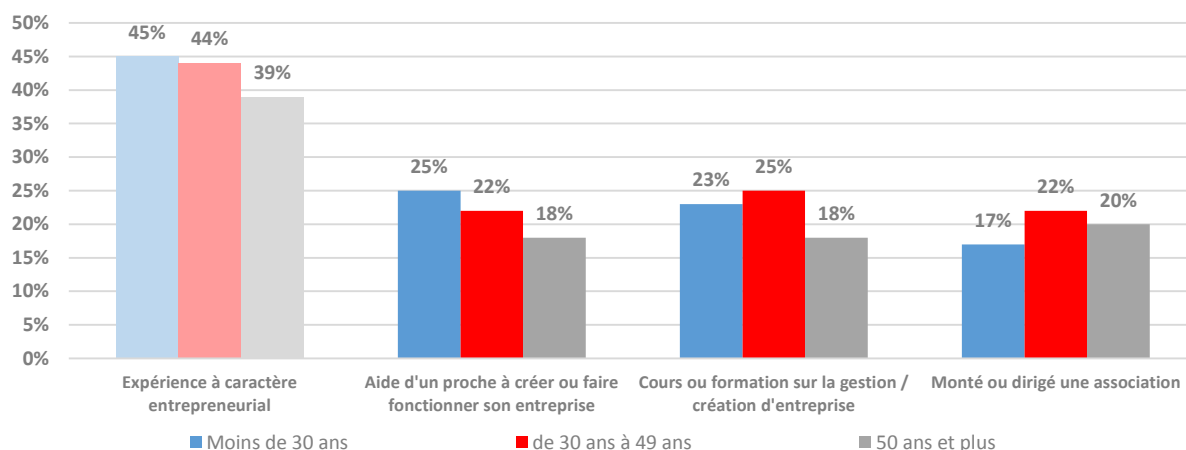
Les intentionnistes de moins de 30 ans avancent plus fréquemment être motivés par le fait de gagner plus d'argent (28 % contre 17 % pour les autres Français), de saisir une opportunité (17 % contre 12 %), de s'épanouir, réaliser un rêve (48 % contre 34 %). Ils déclarent également plus fréquemment être contraints à la création, car sans emploi (9 % contre 3 %). En revanche, ils sont moins motivés par le désir d'être indépendant (31 % contre 37 %) et le fait de profiter d'un changement professionnel (7 % contre 17 %).

Les résultats de ces travaux nous montrent qu'il existe un phénomène générationnel en matière d'entrepreneuriat.

Les jeunes de moins de 30 ans sont moins inscrits dans une dynamique entrepreneuriale que leurs aînés de 30 à 50 ans, mais bien plus que ceux âgés de 50 ans et plus.

Cette différence peut effectivement s'expliquer par un effet de structure, les plus jeunes, moins soumis à la probabilité de créer ou reprendre une entreprise en raison de leur jeune âge et les plus anciens (50 ans et plus), déjà retraités, ou proches de la retraite et dont beaucoup d'entre eux aspirent à ne plus travailler. Néanmoins, la différence de dynamisme entrepreneurial des 50 ans et plus avec les générations plus jeunes ne résulte pas uniquement des intentions portées. Ces générations ont également moins souvent été amenées à créer leur entreprise.

On observe certaines différences générationnelles dans les expériences à caractère entrepreneurial où les générations les plus anciennes semblent y avoir été moins confrontées à l'exception de la création et la direction d'associations (loisirs, humanitaires, etc.)



Graphique 16 : Expérience à caractère entrepreneurial des Français selon leur âge

L'entrepreneuriat en France est directement impacté par la différence culturelle générationnelle des Français en matière de création d'entreprise, en faveur des générations les plus jeunes. Pour les générations les plus anciennes, l'entrepreneuriat est plus éloigné de leur vision

du monde du travail qu'elle ne l'est pour les jeunes.

Cette différence culturelle se retrouve également dans les constatations suivantes :

- Les Français de 50 ans et plus sont plus nombreux à ne s'être jamais posé la question de créer une entreprise (44 %

contre 29 % des moins de 30 ans et 16 % des 30-49 ans).

- Ils sont plus nombreux à déclarer que personne ne leur a conseillé de créer ou reprendre une entreprise (76 % contre 69 % pour les moins de 30 ans

et 67 % pour les 30-49 ans). Cela est particulièrement vrai pour les Français inscrits dans une dynamique entrepreneuriale (52 % des 50 ans contre 45 % des 30-49 ans et 34 % des moins de 30 ans).

## 5- Contexte et méthodologie

L'Indice entrepreneurial français, mis en place par l'Observatoire de la création d'entreprises de l'AFE, vise à mesurer la dynamique entrepreneuriale de la France. Il est fortement inspiré de celui lancé en 2009 au Québec par la Fondation de l'entrepreneurship du Québec.<sup>1</sup>

La première édition de cet Indice entrepreneurial français, réalisée avec l'appui de Pôle emploi et de la Fondation d'entreprise MMA des Entrepreneurs du Futur, prévoit un renforcement de l'analyse sur la population des demandeurs d'emploi.

L'indice entrepreneurial français effectue deux catégories de mesures :

- La « chaîne entrepreneuriale ». Elle a pour but d'appréhender la part d'individus d'une société concernés par l'entrepreneuriat, c'est-à-dire :
  - ceux qui ont le désir de créer un jour une entreprise (intention entrepreneuriale),
  - ceux qui se situent en démarche de création (quel que soit le niveau de la démarche),
  - ceux qui sont actuellement chefs d'entreprise (quelle que soit la taille de l'entreprise),
  - ceux qui ont créé et dirigé une entreprise qu'ils ont vendue ou fermée.
- La culture entrepreneuriale, permettant d'appréhender l'approche entrepreneuriale (consciente et inconsciente) des individus d'une société :
  - leur perception et leur représentation de l'entrepreneuriat,

- leurs compétences et qualités entrepreneuriales,
- leur sensibilisation à l'entrepreneuriat.

L'indice entrepreneurial français de 2016 est le résultat d'une enquête dirigée par TMO pour l'AFE, la Fondation MMA des Entrepreneurs du Futur et Pôle emploi.

Entre les 17 et 22 décembre 2015, puis entre les 4 et 11 janvier 2016, 1 703 personnes âgées de 18 ans et plus ont été interrogées.

L'échantillon interrogé pour cette enquête se compose :

- D'un échantillon de base constitué de 1 000 personnes, déterminé selon la méthode des quotas (par sexe, âge, CSP et diplôme par grande région), représentatif de la population résidant de 18 ans et plus en France.
- D'un premier sur-échantillon de 400 personnes "cœur de cible" (100 dirigeants d'entreprise, 100 porteurs de projet, 200 intentionnistes à la création ou reprise d'entreprise).
- D'un second sur-échantillon de 300 demandeurs d'emploi, pour une analyse plus fine de ces profils.

L'échantillon global de 1703 répondants est pondéré a posteriori selon le sexe et l'âge par grande région, puis selon la CSP et le niveau de diplôme au niveau national. Les catégories du sur-échantillon sont ramenées à leur vrai poids.

---

<sup>1</sup> L'Indice entrepreneurial québécois de la Fondation de l'entrepreneurship est présenté par la Caisse de

dépôt et placement du Québec et réalisé en partenariat avec l'Institut d'entrepreneuriat Banque Nationale – HEC Montréal.